



Cultures socio-politiques et attitudes dans les conditions actuelles de transformation économique en Europe Centrale et Orientale

Zdeněk Strmiska

► To cite this version:

Zdeněk Strmiska. Cultures socio-politiques et attitudes dans les conditions actuelles de transformation économique en Europe Centrale et Orientale: Cahiers du CEFRES N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale. Cahiers du CEFRES, 1994, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale, 3f., pp.21. halshs-01170283

HAL Id: halshs-01170283

<https://shs.hal.science/halshs-01170283>

Submitted on 1 Jul 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale
Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux (Ed.)

Zdeněk STRMISKA

Cultures socio-politiques et attitudes dans les conditions actuelles de transformation économique en Europe Centrale et Orientale

Référence électronique / electronic reference :

Zdeněk Strmiska, « Cultures socio-politiques et attitudes dans les conditions actuelles de transformation économique en Europe Centrale et Orientale », Cahiers du CEFRES. N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale (ed. Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux).

Mis en ligne en / published on : décembre 2010 / december 2010

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c3f/strmiska_1994_cultures_socio_politiques.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Cultures socio-politiques et attitudes dans les conditions actuelles de transformation écono-mique en Europe Centrale et Orientale

Zdeněk Strmiska

1. LA SOCIÉTÉ TCHÈQUE EN TANT QUE SOCIÉTÉ DE TRANSITION

On peut caractériser la société tchèque, de même que les autres sociétés post-communistes, comme une *société de transition*; depuis l'écroulement du système communiste, un nouveau système social tend en effet à se construire. Cette caractérisation ne constitue certes pas une «découverte» et n'est pas originale; elle n'est cependant pas inutile, si elle peut nous rappeler que, contrairement aux conditions historiques bien connues de la naissance et du nouveau développement de ce système social, ses caractéristiques fondamentales ne nous sont pas toutes familières. Il est possible que cette constatation ne plaise pas à ceux qui croient que le caractère du nouveau système social a déjà été décidé, ou qui en ont déjà décidé eux-mêmes dans leurs projets.

Il reste cependant que les projets de transformations sociales, dans la mesure où ils ne se sont pas traduits à un degré suffisant dans les réalités concrètes, ne déterminent pas encore par eux-mêmes les destinées du système social - même si les tendances objectives du développement semblent aller dans la même direction. Entre l'objectif poursuivi et la réalité, il existe toujours par principe un *espace d'incertitude*, qui ne peut être simplement contourné ou effacé. Cet espace d'incertitude est d'autant plus important lorsqu'il s'agit d'une transition d'un système social à un autre.

On peut objecter à la désignation de la société tchèque comme une société de transition que chaque société a, dans un certain sens, un caractère de transition. Il existe cependant des différences essentielles dans les étalons de temps selon lesquels nous mesurons le «degré de transition» des sociétés. En outre, des «tendances nomologiques» ou des «déterminismes» relevant de différents systèmes se heurtent de façon caractéristique dans les sociétés de transition, les poids respectifs de ces déterminismes changeant constamment: ces sociétés s'éloignent de l'ancien système et se rapprochent du nouveau, ce «nouveau» incluant toujours plusieurs possibilités, et sont en outre menacées par la stagnation ou un renversement de tendance, dangers plus menaçants pour elles que pour les sociétés stabilisées. Les sociétés de transition ne sont pas pour autant indéterminées et encore moins amorphes, mais leur développement est loin d'être achevé.

Nous voudrions montrer que, tout au moins dans les pays d'Europe Centrale, le caractère des nouveaux systèmes politiques démocratiques est plus fortement déterminé dans la sphère politique que dans la sphère économique. Certains choix fondamentaux, par exemple dans les rapports de propriété, y restent encore en effet ouverts dans une grande mesure. Ceci relativise également la validité des transformations démocratiques réalisées, car les résultats définitifs des transformations économiques pourront influencer en retour le développement du système politique.

La forme définitive du système social, y compris du système politique, n'y est en outre pas encore connue et le caractère des systèmes institutionnels précis n'est pas encore déterminé; même dans les domaines où des décisions institutionnelles concrètes ont été déjà prises, il reste un espace considérable pour des modifications éventuelles. Le nouveau système se développe à partir de caractéristiques générales, voire «génériques», et acquiert des déterminants plus précis, mais une remise en question des caractéristiques sous-jacentes du système demeure toujours possible. Le degré d'ouverture et

d'incertitude y est plus élevé que dans les sociétés dont le système est stabilisé et déterminé de façon univoque.

2. LES CULTURES POLITIQUES ET LES TRANSFORMATIONS DES SOCIÉTÉS POST-COMMUNISTES

Un regard sociologique sur la société tchèque se doit de distinguer les enjeux du processus de développement actuel, les questions importantes, les choix sur lesquels la pratique sociale et politique est centrée et les conflits qui divisent et opposent les acteurs sociaux. *La culture sociale et politique* constitue l'un des facteurs décisifs du développement d'une société; elle implique l'ensemble des représentations et des valeurs, co-détermine les préférences et les modalités des actions mises en oeuvre, intervient dans la poursuite des objectifs et le choix des moyens retenus et conditionne la création et l'utilisation des ressources. La culture sociale et politique a des racines à la fois au niveau de la civilisation et à un niveau national; elle reconnaît également des disparités intérieures au sein de la société, distinguant et opposant des courants de pensée spécifiques, disparités qui sont souvent plus importantes et plus significatives que les caractères communs. Remarquons que le terme de «sous-culture» a l'inconvénient de faire abstraction du fait qu'une différence sous-culturelle peut être plus importante qu'une différence culturelle entre deux sociétés dans leur ensemble.

La culture ne décide pas de façon naturelle du développement futur. L'activité sociale part de certains critères culturels, mais elle les façonne à sa manière; dans certains cas, elle les applique et les reproduit plus ou moins, dans d'autres elle les transforme et les crée. Si la culture est une création, elle est aussi une «variable dépendante» qui change constamment en fonction de la vie sociale dans les sphères publique et privée: c'est dans ce contexte que nous parlons de dynamique culturelle, ou, plus largement, de *dynamique socio-culturelle* qui englobe à la fois des aspects sociaux, culturels et psycho-sociaux.

Dans les sociétés post-communistes, on peut aisément observer un processus de *renouveau des cultures nationales* plus ou moins refoulées sous le régime communiste; ce processus contribue sans doute de façon positive à l'émancipation de ces sociétés mais ne comprend naturellement pas que des aspects positifs car il pose à nouveau des problèmes non résolus par les cultures nationales dans leur passé. Cette difficulté est encore sensiblement aggravée par les conséquences psychologiques, politiques et morales des régimes communistes. La nouvelle culture politique et sociale qui se forme renoue ainsi avec les traditions nationales, mais sa formation est également influencée par des courants de pensée d'autres pays, voire du monde entier. Les sociétés post-communistes se trouvent ainsi devant plusieurs tâches liées les unes aux autres: elles doivent travailler à la clarification et la redéfinition de leur propre identité, intensifier leur communication avec le monde libre, souvent limitée dans le passé par les circonstances historiques, assimiler pleinement les acquis du développement civilisationnel et approfondir leur participation active à la solution des problèmes auxquels sont confrontés notre monde et notre époque. Pour ce qui est de l'influence de la culture politique et sociale, nous ne méconnaissons pas le fait que ce ne sont pas seulement les souhaits des gens et leurs critères qui décident de son développement historique, mais qu'interviennent aussi les exigences et les impératifs liés aux rapports sociaux et aux systèmes institutionnels, lesquels s'imposent à leur manière même là où les acteurs ont tendance à ne pas beaucoup les prendre en considération. Néanmoins, la culture sociale et politique est un facteur très important, dont l'influence sur le processus social est d'autant plus évidente qu'une culture est plus évoluée et qu'elle est à même de diriger ce processus; elle ne disparaît pas, même là où les orientations cognitivement non maîtrisées de la population produisent des *effets pervers* en chaîne, que personne n'a voulu ni prévus. Inévitablement, le caractère de ces effets dépend du caractère des orientations et des actions qui les ont entraînés.

3. LES ASPECTS ET LES FORMES DE LA CULTURE SOCIALE ET POLITIQUE

La culture sociale et politique des sociétés démocratiques se caractérise par une série de traits communs et distinctifs. On peut considérer que la base des sociétés modernes consiste en des *valeurs fondamentales*, qui entrent en jeu dans toutes les actions des gens et conditionnent, à leur manière, la validité d'autres valeurs.

(a) Nous estimons qu'il s'agit là en premier lieu de *valeurs universalistes*, qui considèrent chaque acteur comme un membre de plein droit de la société et de l'humanité, et qui envisagent sous cet angle les

problèmes sociaux: elles privilégient les «intérêts généralisables», faisant abstraction du point de vue égo-centrique exclusif de l'acteur.

(b) Les valeurs universalistes sont étroitement liées aux *valeurs humanistes* qui en sont à la fois une forme d'expression et le fondement. À la lumière des valeurs humanistes, l'être humain, l'individu concret ou les individus concrets, apparaissent comme une valeur fondamentale dans le monde; les valeurs humanistes ne permettent pas de subordonner le point de vue de la personne aux intérêts institutionnels ou aux «raisons d'Etat». L'homme a naturellement besoin, pour vivre, du système institutionnel; mais celui-ci constitue, dans la perspective axiologique, un moyen, il ne doit pas devenir une fin en soi.

L'humanisme est intrinsèquement lié à *l'individualisme*, à un individualisme qui soit naturellement capable de prendre en considération toutes les dimensions constitutives de la socialité, c'est-à-dire les échanges entre acteurs séparés, de même que l'identification collective et le sens des valeurs qui transcendent l'individu comme tel. Ce sont les *droits de l'homme* qui sont avant tout l'expression institutionnelle des valeurs universalistes et humanistes.

(c) Dans les sociétés modernes, un rôle primordial revient également à l'évaluation de l'activité, à la mobilisation de ses ressources, au développement d'une activité intense, forte, volontariste, c'est-à-dire de l'activisme, ainsi qu'à des critères méritocratiques.

(d) Les valeurs des sociétés modernes ne sauraient être décrites sans une référence à l'effort pour imposer des critères de rationalité dans l'activité. La rationalité n'est pas pour les sociétés modernes un simple complément d'orientations de valeur; sans une rationalité développée, ni les sociétés modernes ni les sociétés «post-modernes» n'existent, même si, bien entendu, la raison n'est pas la seule force essentielle de l'homme. La rationalité est un principe d'organisation et d'agencement de l'activité qui remet toujours en question les points de vue dont part l'acteur.

Nous nous rendons bien compte que notre description des orientations de valeur des sociétés démocratiques modernes est loin d'être complète. La description de ces sociétés ne peut se contenter d'identifier les valeurs dont la vie sociale se réclame; elle doit également préciser les problèmes, les limitations et les défauts qui apparaissent lors de leur application; les «négativités» sont les mesures des valeurs. Nous ne pouvons examiner ici le fond de cette question; limitons-nous seulement à constater que l'un des foyers de problèmes majeurs dans les sociétés modernes consiste, à notre avis, dans la contradiction, nous dirions dans le paradoxe, entre les *principes axiologiques* d'une part, et les exigences et les *impératifs de grands appareils sociaux* d'autre part, qui ne fonctionnent pas toujours mieux même s'ils paraissent fonctionner dès le départ conformément aux postulats axiologiques; ces appareils imposent souvent leurs propres exigences contre les principes axiologiques. Il suffit ici de penser, par exemple, au problème du chômage, si inquiétant sur le plan des faits et des principes, ainsi qu'à d'autres problèmes non maîtrisés de la direction économique.

Les caractéristiques fondamentales des sociétés contempo-raines se concrétisent au niveau des systèmes sociaux et des dispositifs institutionnels. Pour ce qui est de l'économie, ces systèmes sont fondés sur *l'économie de marché*, dans laquelle la production est orientée vers le marché et est dirigée par le marché. On s'accorde à penser que l'économie de marché garde dans les sociétés contemporaines son *caractère capitaliste*, car la production, la circulation et l'utilisation du capital y jouent un rôle déterminant. L'économie est dans une très large mesure fondée sur l'appropriation privée, et l'activité des entrepreneurs privés y est motivée ou co-motivée par le profit. Ces constats ne signifient pas, naturellement, que l'économie capitaliste n'ait subi aucun changement essentiel par rapport au «capitalisme classique»; on peut penser au contraire que le capital se socialise à certains égards, que de nouvelles orientations et motivations entrent en jeu dans l'activité d'entrepreneurs privés, et qu'un certain nombre de considérations par excellence sociales interviennent dans les rapports entre les entrepreneurs et les salariés des secteurs privé et public - sans que les caractéristiques spécifiques d'un système économique fondé sur l'appropriation privée soient pour autant supprimées. Dans ce contexte, de *nouvelles caractéristiques de l'activité économique* viennent au premier plan: il est maintenant plus important de savoir quel rôle concret joue un capital déterminé dans le fonctionnement et le développement de l'économie du pays que de savoir seulement s'il s'agit d'un capital privé ou public. La différence entre les capitaux économiquement et socialement «productifs» et les capitaux simplement «spéculatifs» revêt ici toute sa signification.

Les systèmes sociaux contemporains se définissent surtout par leur *rapport à la démocratie*. La division des sociétés en sociétés démocratiques et non-démocratiques est, par principe, la plus importante de toutes les déterminations conceptuelles que l'on peut leur appliquer; les autres caractéristiques, aussi importantes soient-elles, ne se posent pas au même niveau et ne viennent qu'après elle.

De nombreux observateurs, qu'ils soient de droite ou de gauche, constatent une intensification significative des *rapports de solidarité* dans les sociétés contemporaines. Certains d'entre eux considèrent ce développement de la solidarité intercroisant les lignes de divisions sociales comme l'un des phénomènes majeurs dans l'évolution de nos sociétés depuis la seconde guerre mondiale. C'est la politique sociale qui permet d'exprimer une idée de solidarité; celle-ci n'est pas seulement une affaire d'Etat, mais concerne et engage aussi les organismes publics et privés; sa liaison avec la politique économique et l'économie tout court est tout à fait constitutive. Si les sociétés communistes ont déformé l'application des principes de solidarité, cela ne signifie nullement que ces principes aient perdu leur validité. De toute évidence, il y a un lien intrinsèque entre les valeurs universalistes et les principes de solidarité. En résumant, nous pouvons donc dire que la culture politique et sociale des sociétés modernes s'exprime dans les valeurs universalistes, humanistes, activistes et rationalistes et que leurs systèmes institutionnels sont fondés sur l'économie de marché, capitaliste dans une large mesure, ainsi que sur le système démocratique et les principes de solidarité.

Les sociétés post-communistes se trouvent devant le devoir de s'approprier et de développer selon leurs propres besoins ces caractéristiques générales des sociétés modernes. Leur tâche n'est pas seulement de «reprendre» des modèles qui existent ailleurs; elles ont la possibilité de faire certains choix, de défendre certaines préférences et de participer à la recherche de solutions aux problèmes communs aux sociétés modernes non résolus jusqu'à présent.

Les sociétés post-communistes auront à opérer des choix face à trois groupes de problèmes. Elles doivent choisir différentes *formes de distribution et de redistribution*, plus ou moins élitistes ou égalitaristes. Ces formes de distribution sont habituellement liées aux différentes *formes de direction* sociale et surtout économique, qui peuvent être plus ou moins volontaristes ou activistes, ou bien au contraire auto-régulatrices, reposant sur le fonctionnement de mécanismes spontanés auto-régulateurs.

Le deuxième groupe de choix se réfère aux différences entre la *direction démocratique et autoritaire*; entre ces valeurs-limites se situe une gamme de formes intermédiaires.

Le troisième point de vue permet de distinguer les conceptions d'une activité politique déterminées par des considérations soit axiologiques soit processuelles; plus exactement, il s'agit du *rôle du système politique* dans la détermination des *finalités* de l'activité humaine. Nous reviendrons encore sur les différences dans les cultures politiques envisagées du point de vue droite-gauche.

4. LA GENESE DU SYSTEME DEMOCRATIQUE ET LES TENDANCES DE SON DEVELOPPEMENT

Analyser l'état actuel et les tendances du développement de la société tchèque signifie prendre en considération l'espace des possibilités dont elle dispose, les choix devant lesquels elle se trouve, et les choix qu'elle a fait mais qui peuvent être remis en question ou modifiés par des forces sociales plus ou moins influentes.

Si nous réfléchissons à la genèse des nouveaux systèmes sociaux surgis au sein des sociétés post-communistes, nous devons d'abord souligner le fait que les transformations politiques et économiques qui y ont été réalisées se sont largement appuyées sur un *modèle* de système social matérialisé surtout par les *sociétés occidentales*, ouest-européennes et nord-américaine. Le fait que ces sociétés aient été relativement mal connues dans les pays post-communistes n'y a pas constitué un obstacle et n'a pas freiné ces transformations.

La démocratisation de la société, la formation d'un système de démocratie représentative et la transformation du système économique permettant l'introduction de l'économie de marché ont été les foyers fondamentaux de ces transformations. Ces dernières n'ont pas simplement consisté à reprendre des principes, mais aussi à adopter des formes concrètes sur lesquelles fonder la société. Dans les sociétés qui avaient une expérience plus large de l'application du système démocratique d'Etat, comme c'était le cas de l'ancienne Tchécoslovaquie, cette influence des pays occidentaux a été complétée par des *processus de*

restauration et de restitution, librement conçus, qui rétablissaient certaines de leurs pratiques et expériences d'avant-guerre.

La force des tendances à l'emprunt de modèles extérieurs dans les sociétés post-communistes peut surprendre. Elle est due à différentes raisons; pour une part, elle est induite par la hâte à réaliser des transformations, hâte liée à la crainte que des démarches lentes puissent faire manquer l'occasion de réaliser les changements envisagés.

La réticence d'une grande partie des hommes politiques et d'une partie des citoyens à accepter toute expérimentation dans le domaine des changements sociaux, dont on avait une mauvaise expérience sous le régime communiste, est également digne d'attention. La confiance dans les sociétés occidentales et l'admiration qui leur est portée ont conduit à la conviction qu'il est inutile de chercher alors que les solutions ont déjà été trouvées ailleurs. L'orientation vers la reprise des modèles occidentaux représentait également une garantie que les transformations requises ne s'arrêteraient pas à mi-chemin mais seraient réalisées jusqu'au bout.

Il est vrai qu'une opposition aux mesures de libéralisation et de recapitalisation a existé, mais elle s'est peu manifestée dans la période révolutionnaire. Les projets de «troisième voie» n'ont pas trouvé beaucoup de défenseurs, n'étaient pas considérés comme dignes de foi, et étaient révoqués et abandonnés même par leurs auteurs et leurs partisans. Le fait que le refus de masse du système communiste se soit conjugué, pour une partie notable du public, avec une désorientation politique considérable, une méfiance à l'égard des idées générales et l'attente optimiste que les solutions pragmatiques résoudre les problèmes a également joué son rôle. Dans ces conditions, le *modèle libéral-capitaliste*, défini de façon plus structuré et en accord avec les conjonctures données, a triomphé de façon éclatante, ce qui a surpris un bon nombre d'observateurs qui se faisaient, au cours de dernières années, une autre idée des rapports de force entre les courants politiques.

Au cours de la première phase du développement révolutionnaire et post-révolutionnaire, le modèle accepté par les sociétés post-communistes a été interprété de façon plutôt globaliste, sans distinction entre les différences possibles de son contenu. Les différentes variantes de réalisations de ce modèle n'ont pas été l'objet de réflexions plus approfondies et leur portée a été minimisée. Il semblait alors que le refus du communisme n'avait qu'une seule alternative. Les organisations politiques, qui n'étaient pas de véritables partis politiques mais plutôt de larges *rassemblements* et n'étaient pas différenciées selon l'axe droite-gauche - rassemblements tels que le Forum civique en République tchèque, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique en Slovaquie, le mouvement de Solidarité en Pologne -, sont devenues largement hégémoniques dans l'exercice et le contrôle du pouvoir.

Les partis politiques présentant une esquisse d'orientations politiques plus précises vivaient encore dans l'ombre de ces regroupements. Ceux-ci étaient bien adaptés pour assurer une unification de la société sur la base de projets démocratiques et pour mener une lutte anti-communiste, mais ils contribuaient relativement peu à une orientation politique plus précise et plus élaborée. Ils ont néanmoins permis à l'opinion publique de s'exprimer et à la classe politique de se former. En réalité, c'était la *droite ou le centre-droit* qui occupait, dans ces mouvements, une position dominante. La Slovaquie a représenté à cet égard une exception, d'ailleurs toute relative. Certains partisans de ces regroupements y voyaient une forme nouvelle et originale d'organisation de la vie politique et non une forme transitoire, mais l'expérience a bientôt montré que cette attente était illusoire. Le développement politique réel a suivi une autre voie.

La différenciation des courants politiques

Si l'on fait abstraction des partisans de l'ancien parti communiste, ce n'est qu'au cours des transformations politiques et économiques que les courants politico-idéologiques se sont différenciés au sein du public. Les *différences politiques* qui commençaient à se dessiner étaient d'abord assourdies, voire incertaines, même en ce qui concernait les relations entre la droite et la gauche démocratiques. Au départ, la première différenciation a consisté en une séparation encore timide de la gauche vis-à-vis du centre et de la droite, alors que les différences respectives entre le centre et la droite étaient encore recouvertes ou refoulées. Progressivement, les différences d'approches politiques relevant de sensibilités personnelles distinctes, se sont transformées en stratégies politiques spécifiques liées à des variantes de projets de société qui se situaient cependant tous dans le cadre du même modèle du système social.

La conscience s'imposa en même temps dans la population et surtout chez les militants des partis politiques que la question décisive n'était pas seulement celle de la «réforme ou du rejet de la réforme», mais surtout celle de savoir «quelle réforme» ou «quelle transformation» l'on voulait. Il est significatif de constater que, au cours de la différenciation politique, la droite conserve partout son ascendant sur les partis de gauche et de centre-gauche, à l'exception de la Slovaquie où, dès le départ, c'est le centre-gauche, avec la représentation d'autres courants, qui est au pouvoir, mais où la différenciation politico-idéologique est peut-être encore moins nette, vu l'importance de la question nationale. Remarquons cependant que la question nationale n'explique pas entièrement cet aspect de «l'exception slovaque».

Simultanément, avec la différenciation de la *droite et de la gauche* démocratiques apparaissent ou réapparaissent des courants qui s'orientent vers des changements dépassant le cadre des sociétés démocratiques libérales. Certaines de ces conceptions alternatives du système social partant de l'extrême-gauche se déclarent démocratiques pluralistes; d'autres courants, se réclamant de l'extrême-gauche ou de l'extrême-droite, ne s'identifient guère aux modèles démocratiques et renouent plutôt avec des approches autoritaires ou dictatoriales. L'entrée de ces courants sur la scène de la vie politique, aussi limitée que soit encore leur influence, modifie sérieusement les points de départ du développement politique futur de ces sociétés.

5. LA TRANSFORMATION DU SYSTEME POLITIQUE

Les transformations démocratiques institutionnelles

Le changement social le plus important dans la période d'après-novembre 1989 consiste en la *transformation du système des institutions politiques*, la liquidation du système monocratique et la mise en place de fondements pour la création d'un système de démocratie représentative. Nombre de changements essentiels ont été réalisés: les droits de l'homme et les droits civiques ont été codifiés, et ils sont dans une grande mesure, sinon sans défaut, respectés. Un système de démocratie pluraliste a été construit, appuyé sur un système de partis politiques et d'élections normales, parlementaires et locales. Le travail législatif accompli par les nouvelles assemblées parlementaires est considérable: de nouvelles constitutions ont été élaborées et approuvées; de nombreuses mesures législatives ont été acceptées, de sorte que les bases ont été jetées pour un nouvel ordre juridique et pour un Etat de droit. Un système de nouvelles institutions dirigeantes du pouvoir législatif et exécutif a été créé. Les institutions de la présidence, de l'assemblée nationale et du gouvernement fonctionnent en règle générale conformément aux règlements - sauf pour quelques exceptions qui malheureusement existent aussi. Le système judiciaire est profondément transformé, mais son indépendance de fait par rapport au pouvoir politique n'est pas encore suffisamment assurée. Les conditions ont été créées pour que l'opinion publique puisse se former et exercer son influence sur la vie sociale.

Les transformations démocratiques et surtout celles des systèmes institutionnels ne signifient pas que la démocratie soit déjà devenue une réalité, que les perspectives de la démocratie soient déjà acquises. Au contraire, on peut observer que, dans la sphère politique et dans toute la vie sociale, des conceptions divergentes de la démocratie et, en particulier, des tendances démocratiques et non-démocratiques autoritaires se heurtent et que les tensions entre elles augmentent.

La concentration et la centralisation du pouvoir

D'abord, il faut constater que de fortes tendances vers la *centralisation et la concentration du pouvoir politique* se maintiennent, ce qui n'est pas compatible avec une démocratie consolidée. Le pouvoir politique dans les pays post-communistes est à bien des égards plus fort que dans les démocraties stabilisées, même si des phénomènes d'affaiblissement de la direction politique existent aussi; ceux-ci sont cependant plus marqués dans d'autres sociétés post-communistes qu'en Europe Centrale, en particulier dans la plupart des pays de l'ancienne Union Soviétique. En République tchèque, la concentration du pouvoir est soulignée par le fait que la nouvelle constitution ne donne au président que des attributions très limitées. Le pouvoir politique demeure, dans les sociétés centre-européennes, le sujet de loin le plus important de décisions économiques.

En outre, la direction politique garde une forte hégémonie sur la direction de différents secteurs de la vie sociale; il est toujours difficile de parler d'autonomie relative des secteurs tels que la production, l'enseignement, la santé et d'autres; les professionnels de ces branches n'ont pas le sentiment de participer effectivement à leur direction, le pouvoir politique reste partout, ou presque, nettement dominant. L'indépendance du pouvoir juridique et la séparation des fonctions de procureur par rapport au pouvoir politique n'y atteint pas le niveau courant dans les sociétés démocratiques occidentales.

De même, malgré certaines mesures institutionnelles qui ont été adoptées, il serait difficile de considérer l'émancipation des médias, surtout de la télévision et de la radio, par rapport au pouvoir politique comme satisfaisante. L'existence de certains programmes de discussion atténue peut-être le problème mais ne le résout pas: les médias ne sont pas encore devenus une plate-forme libre et indépendante de la pensée politique. Le pluralisme dans les médias n'est pas seulement une question de rapport de force entre le pouvoir et l'opposition, mais est aussi l'affaire de la présence de forces intellectuelles dans le pays, sans égard à leurs crédos politiques et idéologiques. Dans ce sens, les médias des sociétés post-communistes nous paraissent encore éloignés du modèle pluraliste français ou britannique.

La concentration excessive du pouvoir entre les mains des instances gouvernementales a des effets négatifs sur le statut du citoyen dans la vie sociale. Il est difficile de parler d'une démocratie véritable là où les gens croient que leurs conditions professionnelles ou matérielles, les conditions de propriété en particulier, dépendent de leurs rapports à des partis politiques. On ne peut admettre de lien entre les statuts politique et civique que dans les cas où il s'agit de responsables politiques et, peut-être, de dirigeants administratifs. Si ces liens deviennent trop fréquents ou habituels dans la sphère professionnelle, ils menacent la démocratie - la liberté de conscience, y compris de conscience politique, est un des droits fondamentaux de l'homme et du citoyen. Les influences politiques dans la sphère professionnelle et notamment dans l'attribution de rôles professionnels constituent un problème important et délicat, car elles sont suivies de façon attentive et critique par le public, et influencent le jugement du public sur le pouvoir, sans qu'il soit effectivement possible de prouver leur présence; néanmoins, on s'accorde le plus souvent à penser que l'opinion publique se trompe rarement dans l'appréciation générale de ces choses.

Le conformisme

On peut considérer comme caractéristique de la société tchèque une tendance au consensus sur les courants de pensée dominants. Le désaccord avec les forces dominantes est parfois critiqué comme un comportement insuffisamment «social», comme une attitude peu sensible à l'égard de la majorité ou comme une démarche non constructive. En même temps, il est ressenti, conformément à la logique du paradoxe, comme un risque pour la défense des intérêts personnels que l'on ne doit pas prendre, sauf cas de nécessité absolue. (Une mise en garde fréquente: «Tu ne devrais pas le dire à haute voix» est ici un exemple éloquent.) Ces habitudes se maintiennent même là où elles ne sont plus imposées par une pratique contraignante du pouvoir, où l'individu a le droit reconnu de se comporter de façon indépendante. Les exigences excessives du conformisme ont donc des aspects relevant, à la fois, des considérations contradictoires, des calculs d'intérêt et des rapports communautaires. Le conformisme affaiblit déjà la démocratie par le fait qu'il affaiblit la responsabilité des acteurs et ne prend pas en considération le fait que les solutions de questions complexes, acceptables pour tous les participants, présupposent des recherches et des négociations souvent longues et difficiles.

Le «crato-centrisme» et la faiblesse de la conscience normative

La sous-estimation des considérations normatives dans la conscience sociale et la réduction des rapports sociaux aux rapports de force et de pouvoir produisent des effets qui, à leur tour, rendent plus difficiles le renforcement de la démocratie tchèque. Dans cette approche, on méconnaît le fait qu'il existe une différence profonde entre un comportement que l'on reconnaît comme légitime et un comportement qui n'apparaît pas comme tel. La conception «crato-centrique» qui ne voit que les aspects de force ne suffit pas à la stabilisation de la coopération sociale. La démocratie n'est pas un système qui justifie la défense de n'importe quels intérêts, elle exige une approche éthique des rapports sociaux. La sous-estimation des aspects normatifs des rapports sociaux fonctionne d'ailleurs comme une prophétie qui s'accomplit elle-même: elle réalise ce qu'elle attend. Remarquons que le conformisme et le «crato-

centrisme» en tant que culte de la force dans la vie sociale ne sont pas des attitudes incompatibles, elles seraient plutôt complémentaires.

Les conceptions large et étroite de la démocratie

Dans les conceptions de la démocratie qui se développent dans les sociétés post-communistes, on peut distinguer un certain nombre d'axes de différenciation. Le premier concerne les rapports entre la «classe politique», les élus et la société civile, l'ensemble de ses membres. Ce problème est étroitement lié à la question des rapports entre démocratie représentative et démocratie directe, ou plus exactement certains éléments de celle-ci. Un autre critère de différenciation se réfère à l'idée de démocratie envisagée comme un système de direction appliqué soit à la sphère politique exclusivement, soit à d'autres domaines également. A partir de ces points de vue, on peut distinguer des *conceptions plus étroites ou plus larges de la démocratie*; plus exactement, nous parlerons (a) des conceptions de la démocratie en tant que base et cadre d'un ensemble de processus de régulation sociétale - «*conception-cadre de la démocratie*», et de la *conception-(b) communicative* et (c) *participative* de la démocratie.

La conception-cadre de la démocratie délimite la fonction de celle-ci de façon plus étroite: elle met l'accent sur le rôle de la représentation politique et voit dans la démocratie représentative le seul mécanisme de la direction démocratique. Cette approche confie pratiquement toutes les décisions politiques aux délégués élus et à leurs collaborateurs professionnels spécialisés. Elle part de l'opinion que, par ce dispositif, on assurera au mieux la rationalité de la direction, alors que le rôle de la société civile est centré et limité, dans ce processus, à l'exercice du droit électoral de ses membres, au contrôle populaire de l'activité de la classe politique et à la légitimation de sa constitution. L'exercice du droit électoral est naturellement lié à l'évaluation de stratégies politiques, au choix de programmes proposés et à l'appréciation des qualités personnelles des candidats.

La conception-cadre de la démocratie n'exclut pas la participation des citoyens à des initiatives politiques, mais elle suppose que celles-ci seront suggérées par des élus et seront réalisées sous leur direction. On attribue cependant à de telles initiatives une signification plutôt secondaire, le gros de la tâche de la direction politique étant confié à la représentation politique elle-même. Une participation plus large des citoyens au processus politique, et surtout à l'élaboration de décisions précises, n'est pas prévue.

Les partisans de cette conception de la démocratie, dans l'effort d'assurer les attributions les plus larges aux représentants élus, prennent une position réservée ou même négative à l'égard de l'institution du référendum dans lequel ils voient un élément hétérogène qui, d'après eux, peut ouvrir la voie à des influences dangereuses, des décisions non-rationnelles ou incohérentes, susceptibles de déformer la logique du fonctionnement du système de démocratie représentative.

La limitation du champ d'application de la démocratie à la sphère politique n'est pas ici conçue comme une diminution de la démocratie, et encore moins comme son affaiblissement, mais plutôt comme son intensification et sa concentration sur les tâches que la démocratie peut correctement maîtriser, alors qu'un élargissement de ce champ aggraverait encore le problème de la gouvernabilité difficile ou de l'ingouvernabilité des sociétés contemporaines. L'orientation vers la conception de la démocratie en tant que régulation-cadre est proche des doctrines désignées comme l'«*élitisme démocratique*»; elle est également proche des vues libérales de la démocratie représentative, moins élitistes.

La conception étroite de la démocratie n'est pas la seule à entrer en jeu dans les débats des sociétés post-communistes. Dans toutes les démocraties modernes il existe des courants importants exigeant non seulement la concentration de la démocratie sur ses tâches principales, mais aussi son élargissement et son approfondissement dans la sphère politique et son application la plus large possible dans d'autres domaines de la direction sociale. L'exigence fondamentale de la démocratie élargie ou développée consiste dans l'intensification de la communication permanente entre les élus et leurs électeurs. Les partisans de la démocratie ont raison lorsqu'ils soulignent le fait que la démocratie pluraliste moderne n'est pas seulement «*représentative*», dans la mesure où elle implique, comme un de ses aspects essentiels, l'évaluation de courants et de programmes politiques de la part des électeurs. Pour les partisans de la conception élargie de la démocratie, il ne s'agit pas de limiter ou de remplacer la démocratie représentative; ils souhaitent au contraire la participation la plus large possible du public à l'élaboration de la plus grande partie des décisions, en particulier de celles qui n'ont pas seulement un caractère technique ou instrumental, mais interviennent dans la vie sociale des gens, dans ses finalités. Certes, la participation communicative des citoyens à la vie démocratique ne se réalise pas aujourd'hui

par des moyens traditionnels, appartenance aux partis politiques ou participation aux réunions, mais un rôle essentiel revient ici aux médias qui sont devenus le moyen principal dans la communication entre la classe politique et la société civile, dans la mesure, naturellement, où les médias gardent leur caractère libre et ouvert.

Parmi les conceptions élargies de la démocratie, il est nécessaire de distinguer entre celle que nous désignons comme «communicative», au sens d'une communication constante entre les instances de direction, les élus et les membres de la société, et la conception «participative», au sens d'une participation des citoyens ou des salariés aux décisions politiques ou économiques. Le développement contemporain de la démocratie et la différenciation des cultures politiques soulignent l'importance de ces différences. La conception communicative n'exclut pas, naturellement, l'utilisation de certains éléments décisionnels définis de façon précise, par exemple ceux du référendum, qui ne menacent pas nécessairement la démocratie représentative - comme le confirment de nombreuses expériences - mais contribuent à son renforcement et à une légitimation plus convaincante de son rôle. La démocratie communicative ne s'oriente pas cependant, sommairement, vers une «co-décision» ou vers une «auto-gestion» en tant que modèles universels de la direction sociale; elle respecte pleinement les attributions de la démocratie représentative et réserve certains espaces pour la participation des professionnels spécialistes ainsi que pour les responsabilités des propriétaires.

6. L'ELITE POLITIQUE DANS LES SOCIETES POST-COMMUNISTES

L'un des traits essentiels déterminant le caractère de la démocratie concerne les caractéristiques de la «classe politique», de «l'élite» ou des «élites politiques», des «groupes dirigeants» ou «dominants». On peut utiliser différents termes pour les désigner mais on ne peut cependant contourner la présence et l'influence de ces groupes. S'agissant des sociétés post-communistes contemporaines, on peut également parler d'une certaine *technicisation* ou d'une *technocratisation des élites politiques*; par ce terme, nous n'exprimons aucun jugement de valeur mais bien le fait que les objectifs politiques proposés soient considérés comme plus ou moins connus et que leur définition ne soit pas envisagée comme un problème majeur. L'activité politique est centrée sur la recherche de moyens optimaux permettant d'atteindre les objectifs poursuivis. Certes, cette technicisation du pouvoir se déroule aussi dans d'autres sociétés; elle appartient aux caractéristiques générales des sociétés modernes, mais dans les sociétés post-communistes elle a un caractère spécifique.

Dans ces sociétés, les élites technicistes remplacent, en partie, les *élites* antérieures composées surtout d'*anciens dissidents* aux orientations humanistes ou humanistes - existentielles. Les dissidents étaient des penseurs ou des artistes philosophes qui s'insurgeaient contre le système communiste car ils avaient un autre idéal social, voulaient réaliser un autre type de société et surtout ne voulaient pas de celui que le régime communiste incarnait. Ces porte-parole «idéalistes» ont perdu au cours du temps le plein soutien de la société; aux yeux de celle-ci, ils ont déjà rempli la partie la plus importante de leur mission par le fait qu'ils ont contribué à l'écroulement du communisme. Dans les nouvelles conditions, ils apparaissent à une grande partie des citoyens comme peu pragmatiques ou pratiques, détournés qu'ils sont des problèmes économiques urgents; ils créent l'impression de vouloir imposer à la société des attitudes axiologiques radicales que celle-ci ne partage pas (sur la question allemande, par exemple) et qui pourraient menacer les intérêts de certaines composantes de la société. Pour autant qu'une partie de la société ait gardé une attitude favorable à l'égard des représentants de l'élite dissidente, il faut constater que ces rapports ont cessé d'être aussi chaleureux qu'ils l'ont été, qu'ils se sont refroidis, et que le choix premier d'une grande partie des citoyens ne se porte plus sur les favoris d'hier.

Le problème des élites dans les sociétés post-communistes est d'autant plus sérieux que, non seulement un type d'élite en a remplacé un autre, mais les nouvelles élites s'efforcent d'obtenir une position exclusive, un monopole du pouvoir - ou presque -, et qu'elles n'envisagent guère de partager largement le pouvoir avec des intellectuels considérés comme «peu réalistes, voire peu responsables». A cet égard, le processus de démocratisation diffère dans une certaine mesure de ce qui se passe dans les pays occidentaux. L'élite politique dans les pays occidentaux est plus sensible au rôle et au prestige des intellectuels, elle a intérêt à ce que les intellectuels soient représentés dans ses rangs et qu'ils soient davantage écoutés. Dans les élites politiques occidentales, un rôle important revient à des personnalités qui ne se préoccupent pas seulement de l'aspect technique des choses mais s'efforcent d'élaborer des projets exprimant des choix de société sur la base desquels les élites sollicitent le soutien de la société. Naturellement, les politiciens-administrateurs existent dans les sociétés occidentales aussi et le plus

souvent ce sont eux qui sont les plus influents, mais ils ne représentent pas le seul type légitime d'homme politique.

Pour ce qui est des sociétés post-communistes, il est possible que l'emprunt de modèles de l'extérieur pallie dans une grande mesure la faiblesse des «politiques de conception». On peut aussi penser que certains représentants issus de l'élite dissidente aient eux-mêmes contribué à l'affaiblissement de leur position politique du fait surtout qu'ils ne s'en soient pas tenus suffisamment à leur mission «d'intellectuels-clerics» et qu'ils aient accepté de mener, de façon malheureusement assez pragmatique, une stratégie de grands compromis, en s'inclinant, dans les moments critiques, devant les exigences d'une politique trop «réaliste».

7. LE CONFLIT DES TENDANCES DEMOCRATIQUE ET AUTORITAIRE

Le regard sur le développement et l'état actuel de la *démocratie tchèque* montre à la fois sa force et ses faiblesses, toujours aussi inquiétantes. L'acceptation des principes démocratiques représente, indubitablement, un courant dominant déjà constitué sous le régime communiste. Il serait probablement possible de dire que la partie de la société qui, avant le renversement du régime communiste, avait une attitude nettement hostile ou négative à l'égard des exigences de démocratisation ne représentait qu'une petite minorité, ne dépassant pas de beaucoup un dixième, ou restant en tout cas sensiblement au-dessous du niveau de deux dixièmes de la population.

Cette réalité ne représente pas cependant en elle-même une garantie d'une fermeté à toute épreuve du système démocratique. Pour une partie des gens, la démocratie constitue une valeur positive mais n'est pas toujours la seule valeur ou la valeur décisive; plus exactement, la démocratie est à la fois une fin en soi et une valeur instrumentale permettant d'atteindre d'autres objectifs et de réaliser d'autres valeurs: la rationalisation de la direction sociale, la satisfaction de besoins matériels et les conditions pour le développement personnel entrent en jeu comme facteurs co-déterminant leurs orientations. Sans une direction rationnelle efficace et sans l'alternative d'une meilleure organisation démocratique dans des conditions appelant le changement social, la démocratie est nécessairement menacée.

La vulnérabilité de la démocratie tchèque se manifeste surtout dans la sphère de l'activité du parlement et dans les *rapports du public avec le parlement*. Le parlement est en règle générale dans les démocraties représentatives un terrain où il est difficile de concilier les principes démocratiques avec les exigences de rationalité des décisions. Par conséquent, il n'est pas surprenant qu'il existe un problème de confiance du public dans le parlement dans plusieurs pays post-communistes. Ainsi, par exemple, selon les résultats de sondages effectués en mars 1993, seulement 34% des enquêtés ont confiance dans l'assemblée nationale tchèque, alors que 58% font confiance au gouvernement et 72% témoignent de leur confiance au président.

Les difficultés à assurer le bon fonctionnement du parlement peuvent être plus facilement maîtrisées dans les pays de démocratie stabilisée, où le parlement peut travailler du rythme et par les méthodes qui répondent le mieux à la nature de son activité, où la rapidité du travail n'est pas habituellement le premier impératif et où il est possible de faire reposer le travail sur de nombreux résultats de travaux antérieurs. Tout ceci manque aux parlements post-communistes; ils se trouvent devant un vide juridique qu'il leur faut remplir dans les meilleurs délais; ils souffrent de plus d'un manque d'expérience en ce qui concerne le fonctionnement de la démocratie, ce qui est surtout sensible dans le travail parlementaire. Le public est également exposé au danger de ne pas prendre en considération la complexité de la décision parlementaire. La critique du parlement, justifiée ou sommaire, peut facilement devenir un point de départ pour une mise en doute du système démocratique tout entier.

Aujourd'hui, on peut considérer les rapports entre les conceptions étroite et large de la démocratie comme un des axes principaux des conflits concernant le développement du système politique dans les sociétés post-communistes. Remarquons que l'on trouve des partisans des deux approches aussi bien du côté de la gauche que du côté de la droite démocratiques. Du côté de la droite, ce sont cependant les partisans de la conception plus étroite qui sont les plus nombreux; en République tchèque, l'épisode connu du refus du référendum populaire sur la division de l'ancien Etat par les représentants de la droite, est, à cet égard, significatif. Par contre, du côté de la gauche démocratique, c'est la conception élargie de la démocratie qui prédomine.

Remarquons que l'on peut défendre le système démocratique à partir de ces deux conceptions de la démocratie. Les arguments en faveur de la conception serrée, étroite, de la démocratie, se fondent habituellement sur les besoins d'une direction énergique et forte, surtout dans la période de transition. Les critiques de ces opinions soulignent le danger selon lequel les différentes formes de concentration du pouvoir peuvent créer des conditions favorables à l'apparition de régimes autoritaires. On peut penser qu'une telle situation existe dans les sociétés post-communistes. La conception plus large de la démocratie permet à la démocratie de trouver des racines dans la vie sociale, dans la mesure, naturellement, où le système démocratique maîtrise les problèmes de direction devant lesquels il se trouve.

Il est vrai que la décision démocratique peut comporter le danger de susciter le développement d'exigences et d'attentes excessives, surtout dans la sphère de la satisfaction des besoins matériels. Ces dangers sont cependant plus actuels là où la communication entre les instances de décision et les citoyens est faible que là où elle se trouve à un niveau élevé.

Il faut cependant distinguer les différentes conceptions de la démocratie des tendances qui n'en sont pas et qui présentent un caractère non démocratique, autoritaire ou dictatorial. Sur ce point capital précisément, on pourra penser que la faiblesse constitutive de la démocratie tchèque consiste dans le fait que ni dans la gauche démocratique (ou dite démocratique), ni dans la droite démocratique, des éléments véritablement démocratiques ne sont encore suffisamment séparés et nets, que ce soit dans leur pensée ou dans leur organisation.

8. LES TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES

Derrière le rejet du système communiste se retrouvent toujours avant tout les exigences d'une condition digne du citoyen libéré de la discrimination politique, de la contrainte quotidienne mesquine et de la manipulation arbitraire d'une part, et des exigences de modernité, de rationalité et d'un niveau de vie adéquat d'autre part.

Il est significatif que les exigences de la transformation du système économique, voire du système social tout entier, aient été médiatisées au cours de la décomposition du communisme par des exigences non satisfaites dans la *sphère de la consommation*. Le retard que le communisme y a induit a été et est ressenti comme un tort historique et une honte avec lesquels il faut rapidement en finir. L'exigence de pouvoir vivre en accord avec les conditions des sociétés modernes, de ne pas rester derrière les autres et de rattraper le peloton de tête des sociétés évoluées, représente l'une des orientations de valeur les plus importantes qui entre en jeu dans la vie des sociétés centre-européennes, même si ces orientations n'entrent pas en jeu de la même façon dans toutes ces sociétés et dans toutes les couches sociales. Dans les couches sociales inférieures, ces exigences ont été motivées par une pénurie et un manque de satisfaction de besoins urgents; dans les couches supérieures, par des aspirations consuméristes non satisfaites. Ces appétits consuméristes ont été suscités par la comparaison avec les sociétés occidentales, en particulier les voisins directs des pays centre-européens.

On parle des transformations économiques dans les sociétés post-communistes comme d'une «réforme économique» - terme sans doute inapproprié - ces transformations représentant, surtout dans les sociétés centre-européennes, un changement qualitatif profond, une transition d'un système économique à un autre entièrement différent. Ce changement profond du système, englobant une *privatisation* et une *recapitalisation*, n'a pas été dès le départ un mot d'ordre fondamental inspirant la «révolution de velours»; il l'est cependant devenu au cours des transformations révolutionnaires. Il s'est imposé, en fait, comme une composante essentielle du programme de transformation et comme le présupposé d'un divorce complet avec le système communiste antérieur.

Les transformations économiques et sociales d'une part et le développement des attitudes économiques et politiques d'autre part représentent un processus d'interaction ascendant dans lequel chaque pôle médiatise et renforce l'autre. Avec les transformations économiques progressives, la différenciation des attitudes économiques ne disparaît pas, mais des tendances dominantes s'y imposent. L'une d'entre elles consiste dans le renforcement d'*approches pragmatiques*: ce ne sont pas les grandes constructions et postulats économiques et idéologiques qui décident de l'évaluation de l'économie, mais les résultats concrets de cette dernière, l'appréciation de la productivité du système. Les gens acceptent avec sympathie le mot d'ordre «l'économie de marché», parce qu'ils y voient un principe rationnel et démocratique, qui oriente la production selon les besoins de la consommation et permet au

consommateur seul de décider de l'utilisation des biens à la création desquels il contribue par son travail et ses moyens. Si les inégalités sont maintenues dans certaines limites, on peut difficilement reprocher un manque de démocratie à un système économique si les citoyens y «votent» aussi en faveur de certaines entreprises par leurs achats.

C'est aussi dans une perspective pragmatique, qui n'est pas ontologico-idéologique, que l'on juge des *questions de propriété*. La plupart des gens parviennent à la conclusion que l'économie moderne a nécessairement besoin d'*activité d'entreprise* et donc d'entrepreneurs en tant que personnes.

Néanmoins, des divisions essentielles subsistent dans les opinions. Les problèmes de propriété ont représenté et continuent de représenter une source majeure de difficultés pour une grande partie de la population. Une partie des interviewés tend à identifier complètement la figure de l'entrepreneur et celle du propriétaire, car ils voient dans la propriété privée la meilleure garantie de l'exercice optimal de la fonction d'entrepreneur. Une autre partie du public distingue dans une certaine mesure les deux aspects d'entrepreneur et de propriétaire, qui peuvent se confondre mais qui peuvent aussi diverger. Les membres de cette catégorie d'opinion distinguent des aspects plus ou moins positifs ou négatifs du capitalisme et acceptent le capitalisme avec un enthousiasme plus ou moins grand, ou l'acceptent sans enthousiasme comme une nécessité qui n'a pas ou n'a pas encore d'alternative. Il serait probablement prématuré de croire, dans les sociétés post-communistes, à la fin des débats sur les choix de société.

L'activité d'entrepreneur est positivement évaluée pour les possibilités de profit qu'elle apporte et pour le travail de direction qu'elle offre et qui n'est pas lié de façon univoque à une formation scolaire antérieure; les carrières d'entrepreneurs ouvrent des possibilités de promotion ascendante. Pour ces raisons, une partie considérable des gens indique qu'elle aimerait entreprendre ou travailler dans le secteur privé, et porte des jugements favorables sur l'activité d'entrepreneur de membres de sa famille ou d'amis. Dans les sociétés centre-européennes, un rapport de rejet catégorique généralisé, idéologiquement ancré, à toutes les formes d'activité d'entreprise n'apparaît que rarement.

Les populations des sociétés post-communistes se trouvent devant des expériences de système économique qui leur apparaissent comme contradictoires et difficilement compatibles si elles doivent être unifiées. D'une part, elles se rendent bien compte que l'idéologie communiste a fortement sous-estimé la force de l'économie fondée sur la propriété privée. D'autre part, elles se rappellent encore leur expérience personnelle, ou croient savoir, sur la base d'autres informations, que le capitalisme ne ménage pas toujours les valeurs selon lesquelles les gens souhaiteraient vivre. Une telle objection en appelle certes une autre, encore plus grave: la plupart des gens savent que les communistes respectaient encore beaucoup moins ces valeurs.

A partir de ces vues d'ensemble sur les problèmes fondamentaux du système économique et les problèmes de propriété, la population se divise en plusieurs catégories.

(a) *Les attitudes anti-système* refusent de se définir en termes de préférence accordée à un système économique déterminé, «capitaliste», «communiste», «socialiste» ou «mixte»; elles sont par excellence pragmatiques et entendent juger le système selon ses résultats économiques, à savoir en termes de société, de prospérité ou de pauvreté. De telles attitudes suffisent peut-être à orienter un individu mais ne suffisent pas, naturellement, pour fonder une politique économique.

(b) *Les attitudes pro-capitalistes intégrales* se réclament du fait que le capitalisme a fait ses preuves historiques et continue de les produire, et qu'il est le système le plus productif, car il respecte les impératifs fonctionnels de l'économie; certes, il est un ordre «imparfait» mais capable de résorber ces tensions, de résoudre progressivement les problèmes qui se posent à lui, grâce aux mécanismes de régulation sur lesquels il est fondé.

(c) *Les attitudes pro-capitalistes réformistes* considèrent également le capitalisme comme le meilleur système pour les sociétés modernes; ses partisans reconnaissent cependant que, malgré les mérites considérables du capitalisme, celui-ci entraîne des effets latéraux négatifs qu'il faut rectifier et redresser par des politiques économique et sociale éclairées. Ainsi les effets de répartition produits par le capitalisme peuvent-ils s'écarter des critères de justice sociale; de même, par ses propres mécanismes, sans utiliser des moyens de politique corrective, le capitalisme n'est pas, ou pas encore, capable d'assurer, par exemple, l'égalité des chances, indispensable pour les sociétés universalistes; les politiques sociales et économiques éclairées permettent cependant de réduire des inégalités injustifiées.

Les deux approches précédentes, les attitudes pro-capitalistes intégrales et réformistes, veulent fonder leur économie de marché sur la propriété privée, considérant l'économie publique, surtout dans la sphère de production, comme une sorte d'expédient ou tout au plus comme un complément marginal. Inutile de souligner qu'entre les deux types d'attitudes envers le capitalisme ci-dessus mentionnées, il existe une différence qualitative essentielle.

(d) *Les attitudes favorables à l'économie mixte* ne sont pas «anti-capitalistes»; elles acceptent des structures capitalistes comme utiles, voire indispensables, mais elles sont contre leur statut monopoliste exclusif et se prononcent pour un certain équilibre et une compétition entre la propriété privée et la propriété publique. Leurs partisans voient dans l'existence de cette double structure, privée et publique, un élément important de pluralisme dans les rapports de pouvoir et d'argent; ils considèrent que la dépendance de la société vis-à-vis d'un capital plus ou moins homogène n'est pas nécessairement une circonstance favorable au développement de la société et de toutes ses fonctions. Cependant, des voix plus critiques se font également entendre, affirmant que les représentations normatives concernant les poids respectifs des deux secteurs divergent encore trop les uns des autres et que les modalités de gestion du secteur public ne sont pas résolues de façon satisfaisante.

(e) Dans la description des cultures politiques, nous laissons intentionnellement de côté les préférences pour un *modèle communiste*, plus exactement pour un collectivisme d'Etat. Certes, il existe des individus qui l'acceptent; mais pour la société tout entière, en Europe Centrale, ce modèle est exclu et hors du jeu. Le projet communiste ne pourra un tant soit peu sérieusement entrer en compétition pour le pouvoir tant qu'il ne sera pas prouvé historiquement que d'autres stratégies, alternatives au communisme, ont des résultats tout aussi catastrophiques, voire pires, que le communisme.

La privatisation complète ou partielle

Si l'on examine la question empiriquement, il apparaît que les attitudes à l'égard de la propriété privée ou publique sont dans toutes les sociétés post-communistes d'Europe Centrale assez différenciées. Une attitude fréquente parmi les hommes politiques et les membres de la société consiste à exiger une privatisation complète du secteur concurrentiel, alors que le secteur public représente pour eux une exception, on pourrait dire une catégorie résiduelle. En revanche, une partie des enquêtés demande une «économie mixte» sous différentes formes, se prononcent pour l'égalité de droit de toutes les formes de propriété et favorisent la politique du développement du secteur public.

Ainsi, par exemple, en janvier 1989, au début du processus de démocratisation, 44% des enquêtés en Tchécoslovaquie refusent toute limitation de la privatisation d'après l'importance des entreprises, mais 40% seulement sont pour la privatisation des petites entreprises; 16% sont également d'accord avec la privatisation des moyennes entreprises. (Note: *Boguszak M., Gabal I., Rak V., Czechoslovakia - January 1990, Survey report, ronéo 1990). Pour d'autres données du début du processus de démocratisation, voir aussi Z. Strmiska, «Les enjeux des changements sociaux dans les sociétés post-communistes», in *Sociétés contemporaines*, n°2/1990, Paris, p 7-43).

Les résultats des recherches montrent que les attitudes demandant une privatisation complète ou une privatisation partielle sont présentes dans la plupart, voire la totalité des pays pour lesquels nous avons des données précises. Le caractère pragmatique des attitudes à l'égard de la privatisation explique qu'elles varient fortement suivant les résultats de toute la transformation économique. Ce fait est le plus marquant en Pologne, où les résultats de la transformation, aux yeux d'une grande partie de la population, n'ont pas encore été, jusqu'à présent, satisfaisants; la part de ceux qui considèrent la privatisation comme utile a baissé, du début de 1991 jusqu'en mai 1992, de 2,6 fois (!), la part des jugements négatifs ayant augmenté de 6 fois! (Note: *Les résultats sont plus précisément les suivants: janvier 1991, évaluation positive de la privatisation: 47%; positive et négative en même temps: 27%; négative 5%; résultats de mai 1992, dans le même ordre: 18%, 34%, 30%). Il est significatif que plus d'une moitié des enquêtés soutient l'opinion que la privatisation a, à la fois, des résultats positifs et négatifs, ou ne répond pas à la question). On peut penser qu'un processus similaire pourrait se dérouler également dans d'autres sociétés post-communistes, en supposant que la réforme économique serait à long ou à moyen terme peu réussie et que ses résultats décevraient les attentes de la population.

Il est cependant intéressant de constater que le poids de ces attitudes ne s'exprime pas toujours ou ne s'exprime qu'avec un certain retard dans les résultats électoraux de plusieurs pays. Il se confirme que la différenciation des attitudes idéologico-politiques et le comportement électoral ne représentent pas les

mêmes aspects du phénomène et les mêmes mesures et que nombre d'influences interviennent, outre les cultures politiques, dans le comportement électoral.

S'agissant des attitudes à l'égard de la propriété privée, il faut naturellement distinguer les attitudes de fond de celles qui concernent les *formes de mise en oeuvre de la privatisation*. Fréquentes sont les critiques selon lesquelles l'argent sale participe dans une large mesure à la privatisation, l'origine de l'argent n'est pas vérifiée dans les transactions financières, et les décisions sur les privatisations se font souvent à porte close, sans le contrôle du public. De nombreux citoyens veulent bien prendre en considération le fait que, dans ces conditions, il ne soit pas facile de satisfaire aux exigences des mécanismes économiques et des points de vue éthiques, mais ils sont gênés par ce qu'ils considèrent comme un manque de souci afin de tenir les phénomènes négatifs en question dans des limites plus acceptables.

Le consumérisme

L'aspiration à augmenter le niveau de vie et à élargir les possibilités de consommation est une des raisons principales qui renforcent les motivations professionnelles. On peut cependant observer que, dans les pays communistes, les manifestations de ces aspirations ne sont pas accompagnées d'un effort pour augmenter la performance professionnelle, et se réduisent à la volonté de s'enrichir rapidement, sans grand effort de travail. Comme partout dans le monde, on voit se mélanger dans les attitudes de consommation des exigences justifiées de dépasser des limitations gênantes, voire pénibles, et d'améliorer réellement des conditions de vie, avec une consommation de prestige représentant une fin en soi et dictée par la mode, qui n'est pas toujours bien orientée et parfois mal assimilée. La faiblesse traditionnelle des mouvements de consommateurs qui, dans les sociétés à faible consommation, ne pouvaient se développer, joue ici aussi un rôle. Il apparaît cependant déjà que l'appréciation de l'argent et de la propriété et l'orientation vers l'épargne deviennent un contrepoids utile aux tendances de consommation non-sélectives.

Les mécanismes de transformation économique

Dans les sociétés post-capitalistes, les transformations économiques sont fondées sur un certain nombre de mécanismes.

(a) Dans une certaine mesure, elles s'appuient sur des mécanismes courants d'*accumulation primitive* dans laquelle un rôle essentiel revient à l'apport du capital d'un réseau entier de relations personnelles, de membres de la famille, d'amis et de connaissances. Une grande partie des transactions de propriété, réalisées dans le cadre de la «petite privatisation» se range dans cette catégorie. Par la petite privatisation, réalisée dans la première vague de privatisations, on entend l'achat ou la location à des particuliers de magasins et de petites entreprises ayant appartenu à l'Etat.

(b) La «*privatisation par coupons*» a permis aux citoyens qui le souhaitent d'acheter, pour un prix symbolique, des coupons et, par leur intermédiaire, des actions dans les entreprises privatisées. Cette méthode a été en Tchécoslovaquie, et continue d'être dans les deux républiques héritières, l'un des moyens fondamentaux d'assurer la privatisation, qui englobe à la fois l'aspect de privatisation et à sa manière aussi un aspect de socialisation - si nous avons à l'esprit la restitution de l'ancienne propriété d'Etat aux membres de la société. Par son caractère immédiat, cette opération n'apparaît même pas comme une démarche de recapitalisation; mais, par son intégration dans le processus économique tout entier par l'intermédiaire des fonds d'investissement, elle crée les conditions pour la recapitalisation et lui sert de médiateur.

Il est paradoxal de constater que la méthode de la privatisation par coupons a été la plus critiquée par les hommes politiques et les économistes qui partaient de positions de gauche mais ne prenaient pas en considération le fait que, du point de vue de la constitution du capital et de la gestion de processus de capital, elle est un moyen très peu «orthodoxe»; ce moyen pourrait, dans certaines conditions, servir à la constitution d'une structure de petits capitaux, distribués de façon presque égalitaire, et servir également à la défense des intérêts de leurs nombreux détenteurs. Il faut également faire observer ici que la méthode de la privatisation par coupons n'avait pas les désavantages du déficit de légitimation qui a frappé d'autres démarches de privatisation. Certaines questions subsistent ici, concernant par exemple la direction des capitaux hautement dispersés, mais ces difficultés ne semblent pas insolubles. Il n'est pas, par conséquent, très surprenant que la privatisation par la méthode des coupons ait suscité moins

d'opposition et ait trouvé plus de soutien auprès de la société civile (sinon auprès de tous les groupes d'hommes politiques) que d'autres démarches de privatisation.

(c) Fait significatif, le processus de privatisation est lié aux institutions politiques gouvernementales, de sorte qu'il suit les intérêts politiques et économiques du pouvoir et peut avoir par conséquent un *caractère politique*. Les liens entre l'économie et la politique sont, indubitablement, dans les sociétés post-communistes, plus forts que dans d'autres sociétés de type démocratique. Les aspects politiques de la privatisation se situent, paradoxalement, à deux niveaux: ils tiennent au fait que les membres de l'ancienne *nomenclatura* d'une part et les groupes qui sont proches du *nouveau pouvoir* d'autre part soient les acteurs privilégiés de la privatisation, alors que dans l'activité économique d'entrepreneurs une coopération surprenante entre les deux groupes se réalise fréquemment.

La liaison insuffisamment contrôlée entre les systèmes politique et économique se manifeste aussi dans la formation des deux élites et de leurs rapports: les élites économiques et politiques se rapprochent fréquemment, une fusion ou une confusion entre les deux se produisant souvent. Les moyens de formation de ces élites sont une des cibles privilégiées de l'attention critique du public. Si ces phénomènes existent indubitablement il faut bien les constater, mais on ne peut les généraliser sommairement sans que leur étendue et leur poids soient déterminés de façon précise. Malgré l'importance du rapprochement des deux sous-systèmes économique et politique, nous n'adoptons pas, sans réserves essentielles, le terme de «*capitalisme politique*» que Jadwiga Stanizskis utilise pour désigner le capitalisme contemporain des sociétés post-communistes.

(d) Une place importante, surtout dans les sociétés tchèque et slovaque, revient à la *restitution de propriétés privées*, étatisées après 1948, à leurs propriétaires originaires ou à leurs héritiers. Une grande partie de la population exprime un large accord sur les principes de la restitution, et y voit une réparation juste de torts commis. Les gens jugent ainsi non seulement l'aspect économique-juridique des choses, mais aussi l'aspect humain, et ont à l'esprit la réparation symbolique de torts et d'humiliations personnels auxquels ces confiscations ont été liées.

Des différences non négligeables réapparaissent dans les attitudes à l'égard de la restitution. Certains groupes radicaux soutiennent une restitution complète et inconditionnelle, ou bien vont jusqu'à demander un déplacement de la frontière temporelle déterminant les droits à la restitution vers une date antérieure à février 1948, date du putsch communiste en Tchécoslovaquie. Des voix plus modérées expriment également leur accord sur le principe de la restitution, mais expriment des réserves quant à ses formes. Ces réserves concernent surtout les cas où les propriétés en question sont au service de besoins sociaux importants et où il n'est pas facile de les remplacer d'une manière adéquate. Certaines réserves sont également suscitées par des restitutions de grandes propriétés aux familles de l'ancienne noblesse et à l'église, dans la mesure où celles-ci ne se sentent pas bien placées pour exercer une activité économique et disposent d'autres moyens satisfaisants pour exercer leur propre activité.

Un autre sujet suscitant des réserves vis-à-vis de la restitution se réfère au fait que les héritiers, parfois parents éloignés, n'ont pas payé de droits de succession, même si les propriétés ont été bien conservées. Ce fait représente une perte financière pour l'Etat, sensible surtout pour les Etats pauvres, et gomme en outre symboliquement la différence entre la propriété acquise par son propre travail et celle qui est reçue en héritage.

Une partie des interviewés tchèques et slovaques apprécie le système hongrois d'indemnisation, qui ne se fonde pas sur la restitution de la propriété concrète confisquée, mais a recours au dédommagement financier partiel de la perte subie; ces interviewés croient en effet que ce système permet souvent de respecter davantage les besoins présents, économiques et sociaux. Ce modèle est en même temps critiqué par certains, parce que les compensations offertes sont considérées comme trop basses.

(e) Le *capital étranger* joue un rôle très important dans la sortie de l'isolement antérieur de l'économie des pays post-communistes. Même si, quantitativement, il n'est pas encore particulièrement important et ne répond pas aux attentes et aux souhaits des autorités dirigeantes, du point de vue de son rôle, qualitativement, il représente un élément constitutif, voire indispensable pour le développement économique futur de ces pays.

Même si tout le monde, ou presque, reconnaît son rôle, le comportement concret du capital étranger est très souvent critiqué. Les attitudes à l'égard du capital étranger sont souvent ambiguës et embarrassées. D'une part, les gens se rendent compte qu'ils ont besoin du capital étranger pour acquérir une technique étrangère avancée et des investissements étrangers; mais d'autre part ils craignent que l'on

brade la richesse nationale et que l'on arrive à un état de dépendance unilatérale par rapport aux grands pays étrangers. L'embarras à cet égard est encore renforcé par le fait que les informations sur la progression de la privatisation et sur la participation des firmes étrangères, que l'on peut lire dans la presse ou suivre dans les médias, sont jugées très insuffisantes. L'insuffisance des informations engendre nécessairement des questions et la crainte que les transactions de propriété répondent peut-être à des intérêts particuliers mais pas toujours aux besoins de l'économie nationale.

Vu que le capital étranger peut habituellement acquérir les composantes les plus productives de l'appareil économique ou peut participer à leur propriété et leur direction, le capital intérieur devient un *capital dépendant*. Simultanément, de nouveaux rapports se forment entre le capital du pays et le capital étranger, rapports qui répondent aux règles internationales du jeu. L'entrée du capital étranger sur la scène permet à des membres des équipes techniques ou manageriales de coopérer avec des entrepreneurs étrangers et d'acquérir une participation à la propriété de l'entreprise. Les influences du capital étranger contribuent à structurer le capital national.

Ce regard d'ensemble sur les formes de privatisation nous laisse admirer la variété considérable des moyens utilisés pour cette opération. Par conséquent, on peut parler à juste titre du capitalisme post-communiste comme d'un capitalisme avec une participation large du public, d'un capitalisme aux influences politiques fortes, d'un capitalisme de restitution, d'un capitalisme dépendant - dans la mesure, naturellement, où nous ne perdons pas de vue que chacune de ces désignations est partielle et a besoin d'être complétée par les autres.

9. LES FINALITES DU SYSTEME SOCIAL ET POLITIQUE

L'une des questions litigieuses qui se posent aux sociétés post-communistes mais qui intéressent largement aussi d'autres types de sociétés, se réfère au rôle du *système social* et des processus d'institutionnalisation dans la *détermination des finalités* de l'activité humaine. Cette question concerne surtout le système politique, mais elle se pose aussi, dans une certaine mesure, au système économique et à d'autres sous-systèmes.

Certains courants de pensée conçoivent le système social d'une façon tout à fait instrumentale et se refusent à le conjuguer avec n'importe quels choix axiologiques. Ces courants soulignent que le système social, dans les sociétés démocratiques, n'a pas pour objectif de se substituer aux décisions des individus. La vie sociale est ici conçue comme une sphère neutre, où les individus peuvent apporter leurs propres valeurs comme ils l'entendent. Le rôle du système social serait seulement de créer les conditions souhaitables et les moyens d'action dont les individus peuvent ensuite disposer comme ils le souhaitent. Le point de vue de certains courants libéralistes se caractérise souvent en ces termes.

Cette conception, qui souligne l'ouverture axiologique et la neutralité du système social par rapport aux choix axiologiques, se heurte à la conception qui attribue au système social un rôle actif également dans la sphère axiologique. Elle fait ressortir le fait que la vie sociale et même le fonctionnement de l'économie présupposent certains choix axiologiques et que la richesse de la vie sociale et même l'efficacité de l'économie elle-même dépendent des orientations de valeur des sujets agissants. Selon cette optique, les mécanismes économiques auto-régulateurs aident les gens à diriger la société, mais ils ne peuvent cependant pas remplacer les objectifs qu'ils veulent atteindre dans la vie sociale.

La première conception, qui accentue l'ouverture axiologique et la neutralité du système social par rapport aux valeurs, trouve sa justification dans la mesure où elle se retourne contre l'institutionnalisation des idéologies qui interviennent de façon injustifiée dans la sphère personnelle, ce que nous avons connu dans les systèmes monocratiques. Il est évident que le système social ne peut pas, n'a pas le droit, de limiter l'autonomie des gens; son premier objectif est d'assurer leur liberté; leurs stratégies de vie sont leur propre affaire.

Cela ne signifie pas que la vie sociale puisse se passer d'une délimitation de la base sur laquelle la coopération des gens doit se développer. La vie sociale exige un effort de pensée et un travail de la société sur elle-même, elle exige une définition des finalités qui inspirent et dynamisent son activité. La société qui ne réfléchit pas sur ses valeurs et ne les connaît pas, ne peut diriger son processus de vie. La politique elle-même est une des sphères où les choix axiologiques se définissent et se traduisent dans la pratique sociale. Le respect sans faille des droits de l'homme, par exemple, n'est pas possible sans une conception spirituelle du monde et de la vie, que cette conception soit religieuse ou non. De même, dans l'activité

législative et juridique, sans parler de la sphère éthique, la connexion avec les finalités sociales est très forte.

Les choix axiologiques sont également présents dans l'activité économique, même si cela est moins évident au premier regard. D'un point de vue sociologique complexe, l'activité économique revêt un caractère instrumental, mais elle n'est pas seulement une activité instrumentale. L'économie a besoin de s'appuyer sur des objectifs qu'elle établit elle-même ou qui lui sont donnés à partir d'autres domaines de la vie sociale. Le terme «*économie de marché sans attribut*» ne peut donc signifier grand-chose. Il exprime tout au plus une abstraction qui met entre parenthèses son aspect axiologique; plus exactement, il exprime un mauvais concept, dans la mesure où celui-ci prétend s'identifier à l'ensemble de l'activité économique. L'économie de marché peut être sociale ou asociale, mais elle ne peut être sans attribut, elle doit partir de quelque chose et servir quelque chose. Le processus économique ne peut être dirigé uniquement par des mécanismes abstraits, il comprend aussi les choix des acteurs économiques qui déterminent les conditions dans lesquelles ces mécanismes agissent et co-déterminent leur efficacité et leurs résultats. Le refoulement de considérations axiologiques n'est naturellement pas une affaire idéologique innocente ou anodine: elle doit désarmer les acteurs qui veulent agir conformément à leurs valeurs. Il est évident que cette position convient à ceux qui veulent avoir les coudées franches et ne s'embarassent pas d'un quelconque principe de solidarité humaine.

10. LA DIFFERENCIATION POLITIQUE

Dans ce texte, nous ne nous occuperons pas de la description des différences entre la gauche et la droite, pas plus que de la typologie des courants qui se situent dans ce cadre. Ces problèmes ont été déjà l'objet de réflexions dans nos travaux antérieurs. Nous indiquerons seulement certains traits de cette différenciation, observés dans les sociétés post-communistes et en particulier dans la société tchèque, qui viennent au premier plan dans la comparaison de ces sociétés avec les sociétés ouest-européennes.

De ce point de vue, nous pouvons d'abord constater un rapprochement quelquefois surprenant des deux types de sociétés dans nombre d'aspects fondamentaux; mais les différences demeurent tout aussi significatives. La division la plus importante au sein de ces sociétés sépare les forces démocratiques des forces non démocratiques, avec un espace politique non négligeable entre les deux, dont les caractéristiques ne sont pas habituellement suffisamment claires et stables. Force est cependant de reconnaître que cet espace mal déterminé mais réel est très important dans les sociétés post-communistes où des catégories importantes de gens se situent dans un «quasi-vide» de sous-détermination entre la démocratie et le système autoritaire.

Les tendances non-démocratiques sont portées par la gauche et la droite extrêmes, plus exactement par la droite extrême et la majeure partie de la gauche extrême - précision justifiée par le fait que certaines composantes de l'extrême-gauche (ou des forces politiques issues de l'extrême-gauche traditionnelle) - veulent rompre leur liens avec les tendances autoritaires.

Entre l'*extrême-droite* ouest-européenne, par exemple l'extrême-droite française, et celle des pays post-communistes, par exemple de la République tchèque, il existe des différences sensibles. Alors que l'extrême-droite tchèque est, de façon prépondérante, perturbatrice, exclusiviste et agressive - même si d'autres colorations existent aussi en son sein - l'extrême-droite française s'efforce davantage de convaincre l'opinion de ses qualités civiques, se réclame même de la démocratie et tente de montrer qu'elle est respectable et qu'elle a un sens de l'analyse et de l'argumentation. L'extrême-droite maintient cependant partout un certain nombre de caractéristiques qui peuvent différer par leurs formes; elle tient partout en effet à garder ses approches nationalistes, xénophobes ou même racistes; elle critique le modernisme et y voit la source de tout le mal et elle trouve une issue dans le conservatisme, l'autoritarisme, le renforcement du contrôle social et les mesures répressives. Il semble qu'un processus de différenciation de l'extrême-droite soit en cours, mais il ne supprime pas certaines ou toutes les caractéristiques de l'extrême-droite; et de surcroît, ce processus est moins avancé dans les sociétés post-communistes qu'ailleurs. Ces changements modifient quelque peu les données du problème, mais ne les transforment pas.

A l'*extrême-gauche*, la situation actuelle des orientations politiques est encore plus complexe. Dans toutes les sociétés post-communistes, des forces issues du parti communiste se sont, dans une grande mesure, maintenues et renouent aujourd'hui avec leur passé politique. Elles ont réussi à former une plate-

forme organisationnelle dans les partis successeurs des partis communistes et, dans la République tchèque, elles ont même réussi à maintenir le parti communiste comme tel, de sorte que la continuité historique est ici encore plus évidente - ce qui ne gêne pas la plupart de ses membres.

Les courants idéologiques à l'extrême-gauche sont assez contrastés. A l'un de leur pôle se trouvent les *courants néo-communistes*, dont la désignation de «néo» est elle-même discutable ou critiquable, car ces courants sont souvent conduits par des bolchéviques qui confirment aujourd'hui de façon répétée leur ancien crédo politique. Remarquons qu'il est inquiétant de constater que l'on trouve, par exemple, peu de travaux critiques ou autocritiques d'anciens communistes orthodoxes concernant la logique de leur pensée politique, qui les avait conduits à soutenir ou à exécuter une pratique politique répressive. On est souvent loin de toute autocritique.

A l'autre pôle de cette différenciation, on trouve les partisans du *socialisme démocratique* qui défendent les principes démocratiques; certains d'entre eux défendaient ces principes déjà sous le régime communiste et étaient victimes de la répression politique. Parmi les partisans du socialisme démocratique, on trouve cependant beaucoup de néophytes démocratiques dont l'attachement à la démocratie n'est pas toujours très convaincant. Pour être objectif, il faut cependant reconnaître que le «retournement de veste» d'anciens communistes actifs peut être observé aussi dans d'autres courants politiques.

Les partisans de la gauche radicale démocratique ne renoncent pas à la recherche d'une alternative au système capitaliste ou cherchent du moins une limitation de la sphère du capitalisme dans les nouvelles sociétés démocratiques. Remarquons que si l'on tient compte des caractéristiques idéologiques actuelles réelles, il est difficile de classer les partisans du socialisme démocratique à l'extrême-gauche; ils se situent plutôt, le plus souvent, dans un espace politique entre l'extrême-gauche et la gauche; c'est en ce sens que nous parlons de «gauche démocratique radicale».

Pendant une période assez longue, la structure des organisations politiques d'extrême-gauche et de la gauche radicale n'exprimait pas toute la complexité des différences idéologiques des courants particuliers; progressivement, elles tendent à s'imposer et à faire éclater les anciens amalgames hétérogènes, ce qui conduit à un émiettement des structures organisationnelles. Telle est au moins la situation en République tchèque, alors qu'en Slovaquie et en Pologne, par exemple, l'extrême-gauche et la gauche radicale se trouvent dans une phase d'intégration, au cours de laquelle les courants socialistes démocratiques sont, jusqu'à maintenant, prédominants.

Ce sont toutefois la *droite démocratique* et la *gauche démocratique* qui forment la base de la différenciation politique dans la société tchèque, de même que dans les autres sociétés centre-européennes. Dans ces sociétés, une fluctuation ou un glissement dans l'opinion publique s'est produit en faveur de la droite après le renversement de 1989; la question reste ouverte de savoir s'il s'agit d'un changement plutôt conjoncturel ou plutôt structurel, ou bien de quelle façon se combinent, éventuellement, les deux types de changements. Ce phénomène de renversement des rapports de force entre la gauche et la droite n'est pas unique ou isolé dans l'histoire; le développement français après la Deuxième Guerre, comme le soulignent à juste titre certains historiens politiques français, est le pendant vivant du développement actuel: dans la situation de l'immédiat après-guerre, il était difficile aux partisans de la droite de se réclamer de leur conviction politique, en raison de la puissance de la vague envahissante de la gauche.

En même temps, il faut tenir compte du fait que la dynamique droite-gauche n'exprime pas seulement les rapports entre des forces constantes données à l'avance, mais qu'elle médiatise une dynamique socio-culturelle dans laquelle les significations des termes en question changent et reposent toujours la question de leur rapport à un autre niveau. La reconnaissance de l'importance de la distinction droite-gauche ne devrait pas conduire à l'acceptation d'une métaphysique manichéiste dans laquelle les significations sociales des deux termes seraient données de façon immuable, alors que, entre les deux forces, des processus de correction et d'apprentissage réciproques se déroulent continuellement.

Aussi, il ne peut surprendre que le déplacement vers la droite ne s'exprime pas seulement dans une prédominance numérique de la droite sur la gauche, mais aussi dans un déplacement de la droite elle-même vers sa droite. Si nous comparons par exemple la droite française contemporaine avec la droite tchèque, force est de constater que la droite française est de façon frappante plus modérée, plus proche du centre, et ceci ne vaut pas uniquement pour le gouvernement de M. Balladur. Un jugement similaire s'applique aussi aux courants de droite dominants dans d'autres pays occidentaux. On ne devrait

cependant pas surestimer le caractère de droite du gouvernement tchèque, car dans la pratique sociale réelle celui-ci se révèle plus modéré que l'on pourrait le juger d'après ses discours idéologiques.

La droite et la gauche se rapprochent dans la plupart des pays en Europe Centrale en particulier du fait que les courants dominants de la gauche acceptent les principes majeurs de l'économie libérale, alors que la droite tente d'appliquer cette politique de façon non dogmatique et pragmatique et restitue à l'Etat certaines fonctions qui lui étaient déniées. En même temps, la droite tend à prendre en considération sérieusement - probablement plus sérieusement qu'auparavant - les exigences de politique sociale et celles de solidarité et respecte, voire défend certaines mesures sociales, même si elle ne les a pas soutenues au départ. La crise chronique du chômage comporte sans doute ses impératifs.

D'un autre côté, on ne peut méconnaître le fait que, dans les partis des pays occidentaux représentant la droite et la gauche démocratiques, la formation de nouveaux groupes d'opposition et une nouvelle différenciation idéologico-politique aient lieu, ainsi que l'illustrent de nouvelles divisions de la classe politique occidentale apparaissant dans les discussions sur le traité de Maastricht. Ces divisions ne sont pas des phénomènes superficiels et posent des questions de fond, de sorte que l'on peut penser que certains processus de différenciation et de restructuration ne sont pas encore achevés et que de nouveaux problèmes d'orientation politique pourraient devenir bientôt de nouveaux foyers de la pensée politique.

On peut observer que dans les sociétés post-communistes, y compris dans la société tchèque, la gauche commence à se structurer davantage et devient capable de se définir plus clairement, ce en quoi la «droite de la droite» l'aide efficacement. L'un des problèmes majeurs de la différenciation politique dans les sociétés post-communistes consiste probablement dans le fait que la droite et la gauche démocratiques ne sont pas encore suffisamment séparées de la droite et de la gauche non démocratiques - condition qui est déjà tout à fait acquise au contraire dans les sociétés occidentales.

Les rapports entre la gauche et la droite se développent autour d'un certain nombre de foyers parmi lesquels les problèmes figurant comme les plus importants sont ceux concernant (a) la conception de la démocratie, (b) le choix entre une économie de marché intégralement privée et une économie de marché mixte fondée à la fois sur les propriétés privée et publique, et (c) la question finalement du caractère de la politique et celle des rapports entre la politique et la formation du mode de vie.

Les stratégies politiques et le libéralisme

Dans la gamme des orientations politiques, on doit consacrer une attention particulière à la notion de libéralisme, et ceci à la fois à cause du rôle qu'elle joue dans la pensée politique, à cause de ce que nous appellerions ses «mérites», et à cause du caractère multivoque propre à ce terme. La polysémie des concepts est un phénomène fréquent dans les sciences sociales; elle peut être contrôlée et maîtrisée si les significations particulières d'un terme sont ordonnées et ses significations dérivées mises en rapport avec ses significations premières. Le libéralisme dans sa signification fondamentale - disons le «libéralisme premier» - met l'accent sur la liberté de l'homme et sur les valeurs universalistes qui s'expriment surtout dans les droits de l'homme et du citoyen. La conception libérale de la démocratie met un accent plus fort sur les droits de l'homme que d'autres conceptions pluralistes de la démocratie, lesquelles peuvent demeurer ce qu'elles sont, c'est-à-dire maintenir leur caractère démocratique élémentaire, sans, par exemple, accorder tous les droits aux minorités. Chaque démocratie ne respecte pas nécessairement de façon scrupuleuse tous les droits de l'homme, tandis que le libéralisme ne peut pas ne pas reconnaître ces droits sans se renier lui-même. «Le libéralisme premier» sait que les valeurs de la liberté et les valeurs universalistes en général peuvent être menacées aussi bien par le capitalisme que par le socialisme (sans parler du communisme qui se situe en-dehors de sa sphère) - pour reprendre une pensée fondamentale de Max Weber, selon laquelle les exigences de la liberté doivent être supérieures aux autres considérations.

Nous considérons que lorsque le «libéralisme premier» se met en contradiction avec lui-même ou s'égare sur une voie qui n'est pas la sienne il devient alors un «libéralisme second», dans la mesure où non seulement il proclame les libertés, mais il détermine à l'avance ce qui doit les protéger et ce qui doit les limiter; ainsi, par exemple, il prétend à l'avance que les interventions de l'Etat doivent nuire aux libertés, alors que, dans certains cas, elles peuvent les élargir et les renforcer. Un tel libéralisme doctrinaire n'est pas à même de poser la question du rapport entre les libertés et les organisations sociales.

Ce conflit entre le libéralisme premier et le libéralisme second se pose à différents niveaux. Le premier libéralisme, qui s'exprime dans les travaux de A. Tocqueville, de M. Weber ou de R. Aron se rend compte que, du fait que les intérêts des gens soient souvent contradictoires, que même les valeurs fondamentales, partagées par tous, soient souvent difficilement compatibles, et que, s'il n'existe aucun mécanisme exclusif qui permette de combler ces contradictions, il faut au contraire de la tolérance, un sens de la justice et de la sagesse élémentaire pour que le monde humain soit acceptable. Par contre, le libéralisme second, et en particulier le néolibéralisme radical, est éloigné de tout relativisme libéral. Il est plutôt son contraire; il est en effet représenté par ceux qui ont trouvé la vérité définitive, non seulement pour eux, mais pour tous les autres. Il abandonne le point de vue de la complexité, il ne connaît qu'une seule thérapie; il ne pense qu'aux fins ultimes, oubliant que la vie sociale est un mouvement continu du transitoire au transitoire et que les «coûts» réels qu'une démarche exige ont au moins autant d'importance que les fins ultimes poursuivies ou supposées.

Etant donné toute la gamme de significations que comporte la notion de libéralisme, il est facile de comprendre qu'on ne peut la situer de façon univoque sur l'échelle des attitudes politiques droite-gauche. En tant que défense de la liberté et des droits de l'homme, le libéralisme est une philosophie dont peuvent se réclamer toute la droite et toute la gauche démocratiques - dans la mesure où elles sont démocratiques. En tant que doctrine qui ne connaît que l'individu isolé et ignore la coopération sociale et les valeurs de solidarité - pas même au niveau de l'élaboration des orientations de valeur - le libéralisme appauvri peut devenir un recours idéologique pour les groupes qui cherchent aujourd'hui leur place dans un espace incertain entre la droite et la gauche radicales.

Si nous constatons que les différenciations politiques dans les sociétés occidentales et dans les sociétés post-communistes possèdent des caractéristiques plus ou moins similaires, à côté de différences spécifiques, il ne s'ensuit pas encore que la convergence évolutive des deux types de sociétés soit désormais acquise. Une telle opinion ferait une abstraction injustifiée du poids de l'histoire dans le processus social. Elle ignorerait aussi le fait que les structures générales, les grandes architectures du système social, décident de la reproduction des systèmes sociaux, mais que ce sont plutôt les caractéristiques spécifiques et singulières, les nuances de ces systèmes, et les qualités des acteurs, qui décident de la trajectoire du processus historique et du caractère des changements sociaux en gestation.